

25 mai 2020

Après la Syrie, la Libye nouveau théâtre d'opération pour l'armée russe ?

Par Roland Lombardi membre d'Euromed-IHEDN

En Libye, la crise du coronavirus n'a pas stoppé les combats qui opposent les troupes de l'ANL (Armée nationale libyenne, basée à l'est, à Tobrouk et Benghazi) du maréchal Haftar et les milices du GNA (Gouvernement d'union nationale de Tripoli) de Favez Al-Sarraj, le héraut malgré lui des islamistes et des Frères musulmans libyens. Analyse de Roland Lombardi.

Selon plusieurs sources, des avions de fabrication russe (6 Mig-29 « Fulcrum » et 2 Su-24 « Fencer ») seraient partis de la base russe de Hmeimim en Syrie (et pilotés par des pilotes/mercenaires serbes ou biélorusses voire syriens) pour rejoindre et appuyer Haftar en Libye la semaine dernière. L'implication dans ce transfert a été démentie par Moscou. Ces avions auraient été escortés en vol par deux Soukhoï Su-35 de l'armée de l'air russe. La présence d'un avion de transport Tu-154 a même été évoquée.

Les Emirats arabes unis ont-ils acquis ces appareils afin de renforcer la composante aérienne de l'ANL ? Ou, comme l'avancent certains, est-ce la Syrie qui aurait fourni ces avions, Damas et le gouvernement de Tobrouk ayant récemment resserré leurs liens ?¹

Quoi qu'il en soit, cette opération n'aurait pu se réaliser sans l'aval du Kremlin et il est alors de plus en plus pertinent de se poser la question de savoir si Vladimir Poutine n'envisagerait pas, au final, une intervention militaire de grande ampleur (et de manière inédite, en totale coordination avec l'Egypte² et les E.A.U), à l'image de celle qu'il a entrepris avec succès à partir de septembre 2015 en Syrie et comme je l'annonçais déjà en janvier 2019³ ou dans mon dernier ouvrage, *Poutine d'Arabie, Comment la Russie est devenue incontournable en Méditerranée et au Moyen-Orient* (VA Editions)⁴.

Comme dans tout conflit dans la région, plusieurs acteurs internationaux interfèrent dans la crise libyenne. Chacun y a ses propres intérêts et sa propre stratégie (Europe, France, Italie, Allemagne), prenant parti soit pour Favez Sarraj, soit pour Khalifa Haftar. Tandis que d'autres lorgnent sur les richesses naturelles de la Libye ainsi que sa place stratégique (Turquie, Russie, Etats-Unis).

¹ <http://www.opex360.com/2020/05/23/ayant-recu-des-avions-mig-29-et-su-24-les-forces-du-marechal-haftar-menacent-de-viser-les-interets-turcs-en-libye/?fbclid=IwAR3JOvYZoikFbytfRONO4UZh9ZYpTxIKQJCMZuMiLJeaKkGbkcIdklWuKQw>

² Depuis 2018, les armées russe et égyptienne effectuent des exercices militaires communs dans le désert égyptien...

³ <https://www.globalgeonews.com/expert/contents/524>

⁴ <https://www.va-editions.fr/poutine-d-arabie-c2x30794898>

Surtout, le pays est devenu le symbole et l'épicentre de la confrontation politico-idéologique féroce que se livrent actuellement dans le monde arabe l'Égypte, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite d'une part et la Turquie et le Qatar d'autre part. Les premiers soutiennent les pouvoirs forts, autoritaires et contre-révolutionnaires (donc Haftar en Libye) et les seconds promeuvent l'islam politique et les Frères musulmans (donc Sarraj).

Ainsi, avec son intervention directe en Libye (envoi d'armes, de troupes et de drones... pour soutenir Sarraj), Erdogan a plusieurs objectifs. D'abord, en opérant au-delà de ses frontières, le président turc brise son isolement international actuel tout en confirmant sa politique neo-ottomane. De fait, il se repositionne en Méditerranée pour, par exemple en Libye, profiter des ressources gazières du pays.

Ensuite, de par son implication dans la crise libyenne, Ankara s'impose comme un interlocuteur privilégié des Européens dans la zone. Enfin, la Turquie peut « transférer » sur le sol libyen ses mercenaires jihadistes évacués de Syrie, puisque la bataille d'Idleb est en phase finale.

Mais un autre acteur de taille est également revenu en force sur la scène libyenne depuis quelques années. Il s'agit de la Russie. Elle aussi aspire à une plus grande part du pétrole et du gaz libyen, notamment après la signature d'un accord effectuée en février 2017 entre le président de la firme nationale libyenne de pétrole et l'entreprise russe Rosneft.

De plus, dans sa lutte contre l'islam politique dans la région, Moscou est totalement alignée sur ses partenaires du Caire, de Riyad et d'Abou Dabi. Ces derniers mois, et devant l'implication toujours plus directe de la Turquie, les Russes ont eux aussi intensifié leur aide militaire (armes, renseignements, mercenaires et « conseillers »...) au maréchal Haftar (comme les Egyptiens et les Emiratis).

Le contexte international et local actuel serait propice pour que la Russie passe à l'action. Or, il y a toutefois des limites que les stratèges russes sont loin de négliger et qu'ils prennent assurément en considération.

Commençons par les arguments en faveur d'une telle intervention :

D'abord la situation sur le terrain. Ici, quoi qu'on en pense, elle est beaucoup plus favorable au maréchal Haftar qu'elle ne l'était pour Assad en Syrie avant 2015. Bien que les milices pro-Sarraj (grâce notamment au soutien turc) résistent farouchement, depuis un an, dans les faubourgs et la région de Tripoli à l'avancée de l'ANL, il n'en reste pas moins qu'Haftar a reconquis par la force mais également par la négociation (notamment dans le sud du pays) 95 % du territoire libyen (dont les riches zones pétrolifères). Il a surtout le soutien des grandes tribus du pays qui sont la clé pour l'avenir politique de la Libye. Par ailleurs, à défaut d'une popularité unanime et générale pour l'ex-général de Kadhafi, les Libyens, dans leur grande majorité, en ont assez du chaos et sont prêts plus que jamais, à sacrifier leurs anciennes revendications démocratiques pour un retour à un semblant de stabilité politique et surtout économique. Quitte à ce que le pays retombe sous la férule d'un dictateur.

Haftar a annoncé, le 27 avril, le transfert du pouvoir à son armée, affirmant avoir « *accepté la volonté du peuple et son mandat* ». Une légitimité qu'il tiendrait de la chambre des représentants qui s'était installée d'abord à Tobrouk puis à Benghazi dans le nord-est du pays depuis 2019. Le militaire a également annoncé « la fin de l'accord de Skhirat », signé fin 2015 au Maroc sous l'égide de l'ONU et dont est issu le Gouvernement d'union nationale de Sarraj reconnu par la communauté internationale. Pour ses adversaires de Tripoli, cette

sortie du chef de l'ANL, n'est qu'une « farce et un nouveau coup d'Etat ». Quant à l'ONU, les Etats-Unis et l'Union européenne, ils ont évidemment condamné cette initiative « unilatérale » du haut gradé libyen. Même la Russie a pris ses distances vis-à-vis de cette déclaration. Or, ne soyons pas naïfs, ce n'est qu'une énième posture diplomatique du Kremlin...

Ensuite, fortes de leur expérience sur le terrain d'opération syrien, les forces militaires russes seraient parfaitement capables de se projeter une nouvelle fois et « finir le travail ». En quelques semaines, les Russes pourraient aisément faire pencher définitivement la balance en faveur de leur poulain.

Par ailleurs, auréolée par son succès militaire et diplomatique en Syrie, la Russie aurait inévitablement le soutien et l'appui d'un certain nombre de protagonistes importants du conflit libyen. Bien sûr, l'Egypte de Sissi, l'Arabie saoudite de MBS et les Emirats arabes unis de MBZ verraient sûrement d'un très bon œil une implication directe de l'armée russe. L'Algérie, grand partenaire de Moscou, n'y trouverait rien à redire. Quant aux pays africains, dans le cadre de son retour progressif mais appuyé sur le continent, la Russie bénéficie actuellement d'une certaine aura et de toutes les attentions et la bienveillance des Chancelleries africaines ...

Enfin, nous connaissons l'opinion de Trump sur le dossier libyen. En dépit des apparences officielles de l'administration américaine, il est évident qu'en son for intérieur, le locataire de la Maison-Blanche trouve l'homme fort de Benghazi tout à fait à son goût (il serait en contact direct et régulier avec lui)... Quant à l'Europe, elle est très préoccupée par la question libyenne. Ce que craignent par-dessus tout les dirigeants européens, c'est une nouvelle arrivée massive de réfugiés sur ses côtes. Or, à l'inverse de la crise syrienne, les Européens sont très divisés sur la Libye. Tous, Français, Allemands et Italiens clament haut et fort que la solution doit être politique mais ils savent pertinemment qu'aucune issue sérieuse dans ce sens ne pointe à l'horizon. C'est pourquoi, la France s'est tournée discrètement vers Haftar, mais tout en affirmant être du côté de la légalité internationale... Dans cette perspective, confronté à la crise sanitaire du coronavirus et surtout à ses conséquences économiques catastrophiques pour le Vieux continent, celui-ci détournerait sûrement le regard en cas d'intervention russe, sans pour autant être avare en protestations et véhémentes condamnations...

Et voilà où le bât blesse pour Moscou.

A n'en pas douter, une intervention russe serait déclenchée lorsque personne ne s'y attendrait. Rien de tel qu'un effet de surprise et de sidération, comme en Syrie en septembre 2015, pour la réussite d'une telle aventure. Mais pour cela, il faudrait au préalable qu'elle se fasse à l'invitation officielle d'Haftar (comme en Syrie avec l'Etat syrien). Or, pour les Russes, comme pour le militaire libyen d'ailleurs, il serait préférable que l'ALN parvienne seule à prendre Tripoli (ou à la rigueur avec l'aide d'une intervention au sol de l'Egypte ou des E.A.U). Le problème c'est que le maréchal piétine toujours devant la capitale libyenne depuis une année. Il subit même quelques revers (perte notamment de la base stratégique d'al-Watiya) ! Surtout, il n'a aucune reconnaissance, du moins officielle, de la communauté internationale à l'inverse du GNA de Tripoli. Certes, il n'est pas aussi isolé diplomatiquement qu'Assad en son temps. Mais ce point est toutefois un sérieux dilemme pour Moscou.

Par ailleurs, même si le Qatar et la Turquie sont, plus qu'aucun autre acteur dans la région, fortement affaiblis par la crise économique mondiale actuelle (l'économie turque étant sous

perfusion qatarie...), Poutine ne peut pas se permettre pour l'instant une confrontation avec Erdogan (dont le pays est membre de l'OTAN !). Ouvrir un second front en Libye alors que la guerre en Syrie n'est pas totalement achevée, n'est pas raisonnable pour le maître du Kremlin. D'autant plus, qu'il a encore besoin de son « partenaire » turc, certes détestable au possible mais incontournable, dans le règlement final du conflit syrien notamment à Idleb.

Enfin, et c'est peut-être le point le plus important, Donald Trump est lui aussi très en difficulté. Alors qu'en janvier sa réélection semblait encore possible, la mauvaise gestion de la crise sanitaire et surtout là encore les retombées dramatiques sur l'économie américaine, ont pour l'instant relancé la candidature du démocrate Joe Biden. Si ce dernier était élu en novembre prochain, toute la politique américaine dans la région serait radicalement réorientée, avec assurément un retour des stratégies étasuniennes passées et surtout à une nouvelle flambée anti-russe à Washington.

Au final, les forces armées russes ont donc jusqu'en novembre pour mettre à exécution des plans d'intervention déjà peaufinés de longue date dans les Etats-majors. En attendant, les diplomates russes, toujours prudents et rusés, continuent à se présenter comme les intermédiaires et les médiateurs entre Haftar et Sarraj. Quant à Vladimir Poutine, il a déjà maintes fois prouvé ses talents de chef de guerre mais également de grand négociateur. Reste à savoir, lequel de ses rôles il endossera d'ici quelques semaines et selon les circonstances et les opportunités...